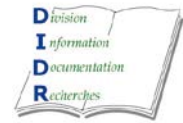


**ALBANIE**



*Note de synthèse*

7 janvier 2015



## **Les suites judiciaires des émeutes du 21 janvier 2011**

### **Avertissement**

*Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.*

*Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008)*

*[cf. [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes\\_directrices\\_europeennes.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf)], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.*

*Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.*

*La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.*

Le 21 janvier 2011, près de 20 000 sympathisants<sup>1</sup> du Parti socialiste<sup>2</sup>, opposés au Parti démocrate au pouvoir, sont descendus manifester aux abords du bâtiment de la Primature à Tirana pour réclamer la démission du gouvernement du Premier ministre Sali BERISHA. Une semaine auparavant, le vice-Premier ministre Ilir META, éclaboussé par un scandale médiatique suite à la révélation de son implication dans une passation de marché frauduleuse, avait présenté sa démission<sup>3</sup>.

Les protestataires, conspuant un gouvernement accusé d'abus de pouvoir, de corruption et de fraude électorale<sup>4</sup>, ont commencé à jeter des projectiles sur les bâtiments officiels, tandis que certains d'entre eux s'en sont pris à des véhicules, dont des voitures de police, qu'ils ont incendiés<sup>5</sup>. La manifestation du 21 Janvier 2011 a tourné à l'émeute lorsque plusieurs centaines de protestataires ont attaqué à coup de bâtons, de jets de pierres et de cocktails Molotov le barrage de police anti-émeutes mis en place pour protéger les bureaux du Premier ministre<sup>6</sup>.

La confrontation entre les manifestants et les policiers qui ont riposté en usant de gaz lacrymogène, de balles en caoutchouc et de canons à eau<sup>7</sup>, a duré près de trois heures<sup>8</sup> et a dégénéré en heurts particulièrement violents. A un stade avancé des échauffourées, des membres de la garde républicaine<sup>9</sup> ont soudainement fait usage d'armes à feu en direction des émeutiers, tuant au final quatre d'entre eux et blessant des dizaines d'autres<sup>10</sup>. Suite à la manifestation, quelques cent treize contestataires ont été arrêtés et placés en détention<sup>11</sup>. Plusieurs parmi eux ont fait état de mauvais traitements infligés par les forces de l'ordre lors de leur arrestation. Toutefois, la plupart ont été rapidement libérés par les autorités<sup>12</sup>.

Pour faire la lumière sur ces incidents dramatiques, le Conseil de l'Europe a dépêché une mission à Tirana conduite par le Commissaire aux droits de l'Homme<sup>13</sup> qui a constaté l'existence de versions sensiblement contradictoires des faits selon qu'ils étaient relatés par l'opposition ou les autorités en place. D'après Tirana, la manifestation du 21 janvier 2011 aurait été organisée délibérément par l'opposition dans l'objectif de renverser par la force le gouvernement de Sali BERISHA. De son côté, l'opposition a assuré que la police avait sciemment provoqué les manifestants presque aussitôt après que la marche a débuté<sup>14</sup>.

Quelques jours après ces protestations meurtrières, deux responsables de la garde républicaine ont été arrêtés par la justice albanaise : le Major Agim LLUPO, chef du

---

<sup>1</sup> *BBC News*, "Three killed as Albanian police clash with protesters", 21/01/2011.

<sup>2</sup> Parti Socialiste d'Albanie (*Socialist Party/Partia Socialiste e Shqipërisë*).

<sup>3</sup> *Le Courrier des Balkans*, « Albanie : le vice-Premier ministre Ilir Meta a démissionné », [source : *Shekulli*], 13/01/2011.

<sup>4</sup> *BBC News*, "Three killed as Albanian police clash with protesters", 21/01/2011.

<sup>5</sup> *Ibid.*

<sup>6</sup> *Balkan Insight*, "Key Evidence of Albania Riots 'Destroyed'", 09/12/2011.

<sup>7</sup> *BBC News*, "Albanian PM Berisha defiant after three die in clashes", 22/01/2011.

<sup>8</sup> *BBC News*, "Three killed as Albanian police clash with protesters", 21/01/2011.

<sup>9</sup> « *La garde républicaine est une force de police chargée de protéger les biens de l'État et des dignitaires et qui a un statut militaire* ». Source : DIDR, note de synthèse, *Albanie : informations concernant les policiers, notamment leur possibilité de retour au sein de la police après avoir été révoqués*, OFPRA, 18/02/2014.

<sup>10</sup> Council of Europe, Commissioner for Human Rights, *Special report following the visit to Albania to assess the human rights aspects of the events of 21 January 2011 in Tirana*, by Thomas Hammarberg, Council of Europe Commissioner for Human Rights, Strasbourg, 22 February 2011.

<sup>11</sup> *Ibid.*

<sup>12</sup> *Ibid.*

<sup>13</sup> Council of Europe, Commissioner for Human Rights, *Special report following the visit to Albania to assess the human rights aspects of the events of 21 January 2011 in Tirana*, by Thomas Hammarberg, Council of Europe Commissioner for Human Rights, Strasbourg, 22 February 2011.

<sup>14</sup> *Ibid.*

personnel de l'unité spéciale de la garde républicaine, qui a été filmé par un média local en train de tirer sur des manifestants, ainsi que son supérieur hiérarchique, Alfred AHMETCENAJ, soupçonné d'avoir donné l'ordre de tirer sur la foule. Toutefois ce dernier a rapidement été remis en liberté sous caution<sup>15</sup>. Le 14 février 2011, quatre autres gardes républicains, accusés de manquement à leur devoir, ont également été arrêtés<sup>16</sup>.

Par ailleurs, plusieurs députés socialistes, soupçonnés par les autorités de Tirana d'être les instigateurs de ces violentes protestations, ont été interrogés par la justice albanaise afin de déterminer les responsabilités respectives de l'opposition et du gouvernement dans cette affaire<sup>17</sup>.

Un an après ces tragiques événements, le Premier ministre albanais, Sali BERISHA, continuait de considérer qu'il s'agissait d'un coup d'Etat manqué, orchestré par le Procureur général, le Président, le chef des services secrets, l'opposition et quatre journalistes<sup>18</sup>.

Le 23 janvier 2012, sur la base des preuves réunies après plusieurs mois d'enquête, le Bureau de la Procureure générale, Ina RAMA, a ordonné l'arrestation et l'emprisonnement de trois suspects. Un commandant de la garde républicaine, le Major Ndreja PRENDI, a été mis en cause pour avoir tiré avec son arme de service et tué Faik MYRTAJ, un manifestant; son chauffeur, Margarit KUME<sup>19</sup>, a été mis en examen pour avoir échangé le chargeur de son pistolet avec celui de son chef (Ndreja PRENDI) afin de lui éviter des poursuites judiciaires<sup>20</sup>; et enfin, Armando KASAJ, le chef du service informatique de la Primature, a été accusé d'avoir effacé les images de la manifestation enregistrées par les caméras de surveillance<sup>21</sup>.

Bien que le Code de procédure pénale et le Code pénal albanais prévoient que les juges doivent ordonner l'emprisonnement des personnes soupçonnées d'assassinat au moins jusqu'à la fin de leur procès<sup>22</sup>, le juge Shkelqim MUSTAJ a décidé - après avoir examiné les mandats d'arrêt des intéressés - de leur placement en résidence surveillée. Au vu de la gravité des faits reprochés à messieurs PRENDI, KUME et KASAJ, la Procureure générale a déclaré que son Bureau ferait appel de cette décision<sup>23</sup>. Par ailleurs, « *Le Parquet a également demandé la suppression de l'immunité de trois députés socialistes [Tom DOSHI, Besnik BARE et Tualant BALLA<sup>24</sup>], accusés d'« organisation et de participation à une manifestation illégale »<sup>25</sup>* ». Un autre garde républicain, Agim LLUPO, soupçonné du meurtre d'un manifestant, avait déjà été incarcéré depuis le 14 février 2011<sup>26</sup>.

Quelques mois plus tard, dans son verdict rendu le 27 juillet 2012, le Tribunal du district de Tirana a innocenté et ordonné la libération d'Armando KASAJ, l'ancien chef du service informatique de la Primature, qui avait été incarcéré pour entrave à la justice. De fait, les analyses effectuées par la justice albanaise en collaboration avec un service spécialisé du FBI avaient conclu que peu après la fin des émeutes, KASAJ avait effacé du serveur toutes les images filmées par les caméras situées à l'avant des bâtiments officiels.

---

<sup>15</sup> *Balkan Insight*, "Four Albania Guardsman Arrested over Deadly Protest", 14/02/2011.

<sup>16</sup> *Ibid.*

<sup>17</sup> *Ibid.*

<sup>18</sup> *Ibid.*

<sup>19</sup> *Balkan Insight*, "Three Arrested for Murder in Albania Deadly Riot", 23/01/2012.

<sup>20</sup> *Le Courrier des Balkans*, « Albanie : violences du 21 janvier 2011, l'heure des comptes », 25/01/2012.

<sup>21</sup> *Balkan Insight*, "Three Arrested for Murder in Albania Deadly Riot", 23/01/2012.

<sup>22</sup> *Ibid.*

<sup>23</sup> *Ibid.*

<sup>24</sup> *Ibid.*

<sup>25</sup> *Le Courrier des Balkans*, « Albanie : violences du 21 janvier 2011, l'heure des comptes », 25/01/2012.

<sup>26</sup> *Balkan Insight*, "Three Arrested for Murder in Albania Deadly Riot", 23/01/2012.

Toutefois, ce dernier a maintenu tout au long de sa mise en examen n'avoir fait que copier les images sur un disque dur avant de les remettre à un garde républicain<sup>27</sup>.

Au cours de ce même verdict rendu le 27 juillet 2012, le Tribunal du district de Tirana a en revanche confirmé la culpabilité du Major Ndreja PRENDI et d'Agim LLUPO qui ont été inculpés pour meurtres avec circonstances aggravantes tandis qu'un autre officier a été poursuivi pour entrave à la justice<sup>28</sup>.

Lors d'une audience qui s'est tenue le 31 janvier 2013, le Procureur Blerim TOMINAJ a requis une peine de 23 ans de prison contre Ndreja PRENDI et de 25 ans pour Agim LLUPO<sup>29</sup>. Nonobstant, dans les jours qui ont suivi, le dossier a été réexaminé par un panel de juges du Tribunal du district de Tirana qui a conclu le 7 février 2013 à l'insuffisance des preuves permettant de condamner les intéressés pour meurtres avec circonstances aggravantes<sup>30</sup>. Indignés par l'annonce de ce dernier verdict, une foule de manifestants est descendue dans les rues de Tirana le samedi 9 février 2013 pour dénoncer la partialité de la justice albanaise<sup>31</sup>. Le bureau du Procureur a de nouveau fait appel de l'affaire auprès de la Cour suprême<sup>32</sup>.

Pour autant, le 18 septembre 2013, la Cour d'appel de Tirana a condamné les gardes républicains Ndreja PRENDI et Agim LLUPO à respectivement un et trois ans de prison pour homicide par négligence. Le juge Agim BENDO, qui présidait l'audience, a en effet jugé que la mort des manifestants ne résultait pas d'un acte prémédité, mais d'un homicide involontaire<sup>33</sup>. De fait, le temps accompli en détention provisoire dépassant leurs sentences respectives, Ndreja PRENDI et Agim LLUPO n'avaient plus à demeurer plus longtemps en prison<sup>34</sup>. Le bureau du Procureur a estimé devoir faire appel de l'affaire auprès de la Cour suprême<sup>35</sup>. Selon Amnesty International, les familles des victimes du 21 janvier 2011, indignées par les verdicts rendus en 2013, auraient accusé les autorités albanaises de déni de justice<sup>36</sup>.

Le 21 janvier 2014, le nouveau Premier ministre Edi Rama, leader de la coalition socialiste « l'Alliance pour une Albanie européenne » sortie triomphante des élections législatives du 23 juin 2013, a rendu hommage aux victimes des émeutes de 2011 lors d'une cérémonie commémorative devant la Primature à Tirana. Alors que le Premier ministre assurait les familles de son plein soutien dans leur demande de justice pour leurs proches<sup>37</sup>, plusieurs ont réagi avec circonspection à son message, tandis que d'autres l'ont conquis, affirmant que son engagement n'était rien d'autre qu'un geste politique<sup>38</sup>. Lors de cette cérémonie, la police a dû disperser un petit rassemblement d'extrémistes issus d'une mouvance de la gauche radicale et a arrêté quatre de leurs militants qui accusaient Rama de « trahir » les manifestants<sup>39</sup>.

---

<sup>27</sup> *Balkan Insight*, "Albania Court Frees Official Charged Over Deadly Riot", 27/07/2012.

<sup>28</sup> *Balkan Insight*, "Albania Court Frees Official Charged Over Deadly Riot", 27/07/2012.

<sup>29</sup> *Courrier des Balkans* (Source : *Mapo*), « Violences du 21 janvier 2011 en Albanie : la justice innocente la Garde républicaine, la population manifeste », 11/02/2013.

<sup>30</sup> *Balkan Insight*, "Albania Guardsmen Acquitted of Killing Protesters", 07/02/2013.

<sup>31</sup> *Courrier des Balkans* (Source : *Mapo*), « Violences du 21 janvier 2011 en Albanie : la justice innocente la Garde républicaine, la population manifeste », 11/02/2013.

<sup>32</sup> *Balkan Insight*, "Albania Remembers Fatal Riot Victims", 21/01/2014.

<sup>33</sup> *Ibid*; *Balkan Insight*, "Officers Sentenced Over Albanian Protest Deaths", 19/09/2013.

<sup>34</sup> *Balkan Insight*, "Officers Sentenced Over Albanian Protest Deaths", 19/09/2013; Freedom House, *Freedom in the World 2014 - Albania*, 26 June 2014

<sup>35</sup> *Balkan Insight*, "Officers Sentenced Over Albanian Protest Deaths", 19/09/2013.

<sup>36</sup> Amnesty International (AI), *National Implementation Essential to Improve Human Rights in Albania: Amnesty International Submission to the UN Periodical Review April-May 2014* London, April 2014,

<sup>37</sup> *Balkan Insight*, "Albania Remembers Fatal Riot Victims", 21/01/2014.

<sup>38</sup> *Ibid*.

<sup>39</sup> *Ibid*.

De manière générale, la politisation de l'enquête sur les émeutes du 21 janvier 2011 a été condamnée par la communauté internationale, qui a demandé à toutes les parties de s'abstenir de porter atteinte à l'indépendance de la justice et aux organes chargés de faire appliquer la loi<sup>40</sup>. Pour le Commissaire aux droits de l'Homme, « *Le niveau élevé de corruption dans le système judiciaire entrave le bon fonctionnement de celui-ci et entame la confiance de la population à l'égard de la justice et de l'Etat de droit en Albanie*<sup>41</sup> ». Selon les sources consultées, l'affaire relative aux événements du 21 Janvier 2011 est toujours pendante devant la Haute Cour<sup>42</sup>.

---

<sup>40</sup> Council of Europe, Parliamentary Assembly, *The Honoring of Obligations and Commitments by Albania*, [Doc. 13586], 02/09/2014, p.10.

<sup>41</sup> Conseil de l'Europe, *La corruption et les ingérences politiques affaiblissent le système judiciaire albanais*, 16/01/2014,

<sup>42</sup> European Commission, *Albania Progress Report*, October 2014, p 9.

## Bibliographie

[sites web consultés entre le 08/12/2014 et le 29/12/2014]

### Rapports internationaux et nationaux

EUROPEAN COMMISSION, *Albania Progress Report*, October 2014, 73 p,  
[http://ec.europa.eu/enlargement/pdf/key\\_documents/2014/20141008-albania-progress-report\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/enlargement/pdf/key_documents/2014/20141008-albania-progress-report_en.pdf)

UK HOME OFFICE, *Operational Guiding Note: Albania*, 19/09/2014,  
[http://www.ecoi.net/file\\_upload/1226\\_1411546858\\_albania-ogn-v13-0-september-2014.pdf](http://www.ecoi.net/file_upload/1226_1411546858_albania-ogn-v13-0-september-2014.pdf)

COUNCIL OF EUROPE, PARLIAMENTARY ASSEMBLY, *The Honoring of Obligations and Commitments by Albania*, [Doc. 13586], 02 September 2014,  
[http://www.ecoi.net/file\\_upload/1226\\_1409652833\\_xrefviewpdfalbania.pdf](http://www.ecoi.net/file_upload/1226_1409652833_xrefviewpdfalbania.pdf)

CONSEIL DE L'EUROPE, *La corruption et les ingérences politiques affaiblissent le système judiciaire albanais*, 16/01/2014,  
[http://srv-flora-prod/flora\\_doc/jsp/index\\_view\\_direct.jsp?record=doc:NOTICES:91118](http://srv-flora-prod/flora_doc/jsp/index_view_direct.jsp?record=doc:NOTICES:91118)

COUNCIL OF EUROPE, Commissioner for Human Rights, *Special report following the visit to Albania to assess the human rights aspects of the events of 21 January 2011 in Tirana*, by Thomas Hammarberg, Council of Europe Commissioner for Human Rights, Strasbourg, 22/02/2011,  
<https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?id=1750237&Site=CommDH&BackColorInternet=FEC65B&BackColorIntranet=F%20EC65B&BackColorLogged=FFC679>

### Rapports et communiqués d'ONG

FREEDOM HOUSE, *Freedom in the World 2014 - Albania*, 26 June 2014,  
<http://www.refworld.org/docid/53b2b8d22b.html>

AMNESTY INTERNATIONAL (AI), *National Implementation Essential to Improve Human Rights in Albania: Amnesty International Submission to the UN Periodical Review April-May 2014* London, April 2014,  
<http://www.amnesty.org/fr/library/asset/EUR11/004/2013/en/b9e2d3cb-589e-42b1-8376-45ad1dc3e218/eur110042013en.pdf>

### Médias

*Balkan Insight*, "Albania Remembers Fatal Riot Victims", 21/01/2014,  
<http://www.balkaninsight.com/en/article/albania-remembers-january-deadly-riot-victims>

*Balkan Insight*, "Officers Sentenced Over Albanian Protest Deaths", 19/09/2013,  
<http://www.balkaninsight.com/en/article/lenient-verdicts-for-albania-protestor-deaths>

*Courrier des Balkans (Source : Mapo)*, « Violences du 21 janvier 2011 en Albanie : la justice innocente la Garde républicaine, la population manifeste », 11/02/2013,  
<http://balkans.courriers.info/article21772.html>

*Balkan Insight*, "Albania Guardsmen Acquitted of Killing Protesters", 07/02/2013,

<http://www.balkaninsight.com/en/article/albania-guardsmen-not-guilty-of-protestors-death>

*Balkan Insight*, "Hefty Sentences Sought For Albanian Protesters' Deaths", 31/01/2013, <http://www.balkaninsight.com/en/article/albania-prosecutor-seek-48-years-of-prison-for-protestors-death>

*Balkan Insight*, "Albania Court Frees Official Charged Over Deadly Riot", 27/07/2012, <http://www.balkaninsight.com/en/article/albania-official-innocent-in-deadly-riot-case>

*Le Courrier des Balkans*, « Albanie : violences du 21 janvier 2011, l'heure des comptes », 25/01/2012, <http://balkans.courriers.info/article19101.html>

*Balkan Insight*, "Three Arrested for Murder in Albania Deadly Riot", 23/01/2012, <http://www.balkaninsight.com/en/article/three-arrested-for-murders-in-albania-deadly-riot>

*Balkan Insight*, "Key Evidence of Albania Riots 'Destroyed'", 09/12/2011, <http://www.balkaninsight.com/en/article/albania-govt-destroyed-key-evidence-on-january-21-murders>

*Balkan Insight*, "Four Albania Guardsman Arrested over Deadly Protest", 14/02/2011, <http://www.balkaninsight.com/en/article/four-albania-guardsmen-arrested-over-deadly-protest>

*BBC News*, "Albanian PM Berisha defiant after three die in clashes", 22/01/2011, <http://www.bbc.co.uk/news/world-europe-12258266>

*BBC News*, "Three killed as Albanian police clash with protesters", 21/01/2011, <http://www.bbc.co.uk/news/world-europe-12253481>

*Le Courrier des Balkans*, [source : *Shekulli*], « Albanie : le vice-Premier ministre Ilir Meta a démissionné », 13/01/2011, <http://balkans.courriers.info/article16673.html>